



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/CN.4/2006/26
22 février 2006

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Soixante-deuxième session
Point 7 de l'ordre du jour provisoire

LE DROIT AU DÉVELOPPEMENT

**Rapport du Groupe de travail sur le droit au développement
sur les travaux de sa septième session
(Genève, 9-13 janvier 2006)**

Président-Rapporteur: M. Ibrahim Salama (Égypte)

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
Introduction.....	1 – 4	3
I. ORGANISATION DE LA SESSION	5 – 16	3
A. Ouverture de la session	5	3
B. Élection du président-rapporteur	6	4
C. Organisation des travaux et adoption de l'ordre du jour	7	4
D. Participation	8 – 15	4
E. Documentation.....	16	5
II. RÉSUMÉ DES DÉBATS	17 – 27	5
A. Examen du rapport de l'équipe spéciale de haut niveau sur la mise en œuvre du droit au développement	17 – 24	5
B. La voie à suivre.....	25 – 26	8
C. Déclaration de la Haut-Commissaire adjointe aux droits de l'homme	27	8
III. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	28 – 80	9
A. Introduction.....	30 – 35	9
B. Conclusions.....	36 – 65	10
C. Recommandations.....	66 – 80	17

Annexes

I. Ordre du jour	22
II. Liste des documents	23

Introduction

1. Dans sa décision 1998/269, le Conseil économique et social, prenant acte de la résolution 1998/72 de la Commission des droits de l'homme, a fait sienne la recommandation de la Commission de créer un mécanisme de suivi, initialement pour une période de trois ans, afin de faire de nouveaux progrès vers la réalisation du droit au développement exposé dans la Déclaration sur le droit au développement. Ce mécanisme incluait un groupe de travail à composition non limitée ayant pour mandat: a) de suivre et de passer en revue les progrès accomplis aux niveaux national et international dans la promotion et la mise en œuvre du droit au développement exposé dans la Déclaration sur le droit au développement, en formulant des recommandations à ce sujet et en analysant plus avant les obstacles qui en empêchent le plein exercice, en se consacrant tous les ans à l'examen d'engagements particuliers figurant dans la Déclaration; b) d'examiner les rapports et toutes autres informations présentés par les États, les organismes des Nations Unies et d'autres organisations internationales ainsi que les organisations non gouvernementales intéressées sur les relations existant entre leurs activités et le droit au développement; c) de présenter à la Commission des droits de l'homme pour examen un rapport de session sur ses délibérations, qui contiendrait des conseils à l'intention du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) concernant l'application du droit au développement et des suggestions sur les programmes d'assistance technique qui pourraient être entrepris à la demande de pays intéressés dans le but de promouvoir la réalisation du droit au développement.

2. Dans sa décision 2005/256, le Conseil économique et social a pris note de la résolution 2005/4 de la Commission et a approuvé la décision de la Commission de renouveler pour un an le mandat du Groupe de travail et de convoquer sa septième session, d'une durée de 10 jours ouvrables, avant la soixante-deuxième session de la Commission. Cinq de ces 10 jours ouvrables devaient être réservés à la deuxième réunion de l'équipe spéciale de haut niveau créée dans le cadre du Groupe de travail et le Groupe de travail devait se réunir, à son tour, pendant cinq jours ouvrables, afin d'examiner les conclusions et recommandations de l'équipe spéciale et d'autres initiatives, conformément à son mandat.

3. L'équipe spéciale de haut niveau sur la mise en œuvre du droit au développement a tenu sa deuxième réunion à Genève du 14 au 18 novembre 2005 et a soumis au Groupe de travail, pour examen, les conclusions et recommandations figurant dans son rapport (E/CN.4/2005/WG.18/TF/3).

4. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe de travail sur le droit au développement a tenu sa septième session à Genève, du 9 au 13 janvier 2006, afin d'examiner le rapport de l'équipe spéciale et d'autres initiatives, conformément à son mandat.

I. ORGANISATION DE LA SESSION

A. Ouverture de la session

5. La responsable du Service de la recherche et du droit au développement du HCDH, M^{me} Mona Rishmawi, a ouvert la septième session du Groupe de travail. Dans sa déclaration liminaire, elle s'est félicitée des progrès qui continuaient d'être enregistrés dans le domaine du droit au développement, prenant note avec intérêt des travaux préparatoires effectués par

l'équipe spéciale de haut niveau. Elle s'est notamment félicitée de l'élaboration par celle-ci de critères d'évaluation périodique des partenariats pour le développement, cette mesure concrète permettant de clarifier les aspects opérationnels du droit au développement. Ces critères permettraient aux spécialistes du développement de disposer d'un outil qui pourrait se révéler très efficace au niveau national. Elle a informé le Groupe de travail de la création d'un nouveau service du HCDH chargé des questions relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement en soulignant l'utilité de ces objectifs pour une approche pratique et concrète du droit au développement. Le renforcement des partenariats pour le développement, par la réalisation de l'objectif 8, donnerait au Groupe de travail la possibilité de contribuer de manière constructive aux travaux des organisations internationales et régionales concernées.

B. Élection du président-rapporteur

6. À sa première séance, le 9 janvier 2006, le Groupe de travail a réélu par acclamation M. Ibrahim Salama (Égypte) Président-Rapporteur. Dans la déclaration qu'il a faite après son élection, le Président-Rapporteur a souligné que la clarté conceptuelle était le principal progrès réalisé par le Groupe de travail à sa dernière session. La prochaine étape devrait être de rendre le concept plus opérationnel et d'avancer sur la voie de sa mise en œuvre. Il a souligné que la tâche était complexe et qu'avec la transformation de la Commission des droits de l'homme en un Conseil des droits de l'homme, il était encore plus important pour le Groupe de travail d'être très clair sur ses objectifs. Il serait important, pour rendre le droit au développement opérationnel, de pouvoir disposer d'un régulateur de cohérence des politiques. La question était complexe et il convenait de poursuivre les recherches en vue d'élaborer une méthodologie claire et cohérente. La mise en œuvre du droit exigeait de véritables partenariats entre les communautés des droits de l'homme, du développement et du commerce. Le Groupe de travail pouvait jouer un rôle important en aidant les spécialistes, pour ce qui concernait les outils et les idées, et en surveillant la mise en œuvre du droit au développement. Il a souligné le rôle positif joué par l'équipe spéciale de haut niveau en aidant le Groupe de travail à passer à une phase d'exécution et en renforçant les partenariats avec les organismes des Nations Unies et les institutions financières internationales. Il s'est également félicité de la création d'un service du HCDH chargé spécifiquement des aspects droits de l'homme des objectifs du Millénaire pour le développement.

C. Organisation des travaux et adoption de l'ordre du jour

7. À la même séance, le Groupe de travail a adopté l'ordre du jour de sa septième session sur la base de l'ordre du jour provisoire (E/CN.4/2006/WG.18/1/Rev.1), tel que modifié. L'ordre du jour adopté figure à l'annexe I du présent document.

D. Participation

8. Les représentants des États membres de la Commission des droits de l'homme ci-après ont pris part à la session du Groupe de travail: Afrique du Sud, Allemagne, Argentine, Bhoutan, Brésil, Burkina Faso, Canada, Congo, Costa Rica, Cuba, Égypte, Équateur, Éthiopie, Fédération de Russie, Finlande, France, Guatemala, Honduras, Inde, Indonésie, Irlande, Italie, Japon, Malaisie, Mexique, Népal, Nigéria, Pays-Bas, Qatar, République de Corée, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne, Sri Lanka, Ukraine et Zimbabwe.

9. Les États suivants étaient également représentés: Albanie, Algérie, Angola, Autriche, Bangladesh, Barbade, Belgique, Bénin, Bosnie-Herzégovine, Brunei Darussalam, Bulgarie, Cambodge, Chili, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Ex-République yougoslave de Macédoine, Ghana, Grèce, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Koweït, Madagascar, Mali, Malte, Maroc, Myanmar, Nouvelle-Zélande, Philippines, Portugal, République arabe syrienne, République tchèque, Sénégal, Serbie et Monténégro, Singapour, Slovénie, Suède, Suisse, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Venezuela et Yémen.
10. Les États non membres suivants étaient représentés en tant qu'observateurs: Saint-Siège et Palestine.
11. L'organisme des Nations Unies ci-après était représenté: Programme des Nations Unies pour le développement.
12. Les institutions spécialisées ci-après étaient représentées: Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Fonds monétaire international, Banque mondiale et Organisation mondiale du commerce.
13. L'organisation intergouvernementale ci-après était représentée: Union africaine.
14. Les organisations non gouvernementales ci-après, dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, étaient représentées:

Statut consultatif général

Centre Europe-Tiers Monde (CETIM), Franciscans International.

Liste

Fédération internationale des mouvements d'adultes ruraux catholiques.

15. L'institution universitaire ci-après était représentée: Université de Tilburg.

E. Documentation

16. Pour étayer ses débats, le Groupe de travail était saisi de plusieurs documents de présession et d'informations. La liste complète des documents figure à l'annexe II du présent rapport.

II. RÉSUMÉ DES DÉBATS

**A. Examen du rapport de l'équipe spéciale de haut niveau
sur la mise en œuvre du droit au développement**

17. La Malaisie a fait une déclaration générale au nom des États membres du Mouvement des pays non alignés et de la Chine. Le Mouvement des pays non alignés est préoccupé de constater l'absence de progrès tangibles en ce qui concerne la mise en œuvre du droit au développement, 20 ans après l'adoption de la Déclaration sur le droit au développement en 1986. Il avait été favorable à l'idée de créer une équipe spéciale de haut niveau pour éviter des discussions conceptuelles longues et répétitives et pour que soit abordée directement la mise en œuvre du

droit au développement. Or il constate avec préoccupation que, dans son rapport sur sa deuxième réunion, l'équipe spéciale met excessivement l'accent sur le niveau national à propos des critères d'évaluation des partenariats mondiaux et semble confondre l'intégration des droits de l'homme dans le développement et le droit au développement. Le Mouvement des pays non alignés a, par ailleurs, souligné qu'il considérait le droit au développement comme un pont entre les droits économiques, sociaux et culturels, d'une part, et les droits civils et politiques, d'autre part, qu'il fallait intégrer dans les activités internationales pour le développement, encouragé le HCDH à établir des liens de coopération avec la CNUCED, indiqué que les mesures d'allègement de la dette accordées à certains pays d'Afrique l'année dernière pouvaient contribuer à la création d'un environnement national de nature à favoriser le développement et suggéré que le Groupe de travail axe ses délibérations sur la mise au point d'un instrument relatif au droit au développement qui soit juridiquement contraignant.

18. L'Autriche, au nom de l'Union européenne (UE), des pays en voie d'adhésion et candidats, de la Norvège, de la République de Moldova et de l'Ukraine, s'est félicitée du dialogue constructif des deux dernières années, grâce auquel les débats au sein du Groupe de travail sont passés du général au particulier et du plan conceptuel au plan opérationnel. L'Union européenne a souligné qu'il lui semblait que le Groupe de travail devrait avoir pour priorité la recherche des moyens d'améliorer la réalisation pratique du droit au développement. Elle a souligné que les États avaient la responsabilité principale du respect de l'ensemble des droits de l'homme, y compris le droit au développement. Le meilleur moyen pour y parvenir était d'adopter une perspective droits de l'homme dans les plans de développement nationaux et les partenariats mondiaux. À cet égard, l'Union européenne s'est félicitée qu'il soit reconnu dans le document final du Sommet mondial que le développement, la sécurité et les droits de l'homme se renforcent mutuellement. Elle a en outre félicité l'équipe spéciale de haut niveau pour son travail sur l'objectif 8 du Millénaire pour le développement et sur les moyens à mettre en œuvre pour rendre plus efficaces les partenariats mondiaux pour le développement. Elle s'est félicitée en particulier des critères définis par l'équipe spéciale pour évaluer les partenariats mondiaux. L'équipe spéciale transcende la dichotomie entre les plans national ou international, consciente que le développement durable exige une action sur les deux plans, menée dans un esprit d'engagement mutuel et de responsabilité. Elle a également prouvé sa valeur en tant qu'instance de dialogue entre les différentes parties prenantes.

19. Le Maroc, au nom du Groupe des États d'Afrique, s'est associé à la déclaration faite au nom du Mouvement des pays non alignés et de la Chine. Le Groupe des États d'Afrique s'est félicité de l'examen de l'objectif 8 par l'équipe spéciale de haut niveau. Toutefois, il lui semblait que l'équipe spéciale avait mis l'accent dans son rapport sur la dimension nationale plutôt que sur la responsabilité de tous les partenaires au niveau international. Il a souligné que parmi les critères d'évaluation des partenariats mondiaux devaient figurer des critères permettant de vérifier si les besoins véritables des pays en développement sont pris en compte et si les engagements pris par les partenaires internationaux sont honorés. Il a été souligné que le droit au développement devrait être intégré dans les politiques et les activités opérationnelles au niveau mondial. Le Groupe des États d'Afrique a également souligné qu'il fallait augmenter l'aide financière aux pays en développement, mobiliser des ressources pour lutter contre des pandémies telles que le VIH/sida, le paludisme et la tuberculose. Il a insisté sur le rôle essentiel des investissements étrangers directs pour améliorer l'efficacité des partenariats mondiaux, l'obstacle que représente le fardeau de la dette pour la réalisation du droit au développement, le besoin de ressources complémentaires pour financer les efforts de réalisation des objectifs du

Millénaire pour le développement et la nécessité pour les États d'honorer leurs engagements concernant le versement de 0,7 % de leur produit intérieur brut (PIB) pour l'aide publique au développement (APD).

20. À l'issue du débat général, le Groupe de travail a examiné, paragraphe par paragraphe, les conclusions et recommandations contenues dans le rapport de l'équipe spéciale de haut niveau (E/CN.4/2005/WG.18/TF/3, par. 47 à 92). Par rapport aux sessions antérieures, à sa septième session le Groupe de travail s'est concentré dès le début sur le rapport et les conclusions de l'équipe spéciale dont il a estimé qu'ils constituaient une bonne base pour les débats, et les délibérations ont porté essentiellement sur les projets de conclusions et de recommandations du Groupe de travail.

21. Le Groupe de travail s'est félicité des efforts déployés par l'équipe spéciale de haut niveau pour définir les critères permettant d'évaluer les partenariats mondiaux aux fins de la réalisation du droit au développement et les mesures à prendre par les spécialistes du développement. Des délégations ont posé des questions concernant la définition et l'application de ces critères et demandé qui devrait les appliquer. Des délégations ont insisté sur la nécessité de démontrer la pertinence des critères et de faire les liens nécessaires avec les principes qui sous-tendent le droit au développement, tels qu'ils sont énoncés au paragraphe 40 ci-après, et d'autres éléments comme le sexe, la bonne gouvernance et la démocratie, les besoins des groupes les plus vulnérables et marginalisés et les responsabilités communes et réciproques.

22. Plusieurs délégations ont souligné que le droit au développement était un droit à part entière et que c'était ce droit, et non simplement une approche du développement fondée sur les droits de l'homme, que le Groupe de travail devait s'efforcer d'intégrer et de rendre opérationnel. L'équipe spéciale de haut niveau insistait trop dans son rapport sur les responsabilités nationales des États par rapport à leurs responsabilités internationales. D'autres délégations ont mis l'accent sur le fait que, les droits de l'homme étant interdépendants, le droit au développement se rapportait à un processus de développement au sein duquel tous les droits de l'homme étaient réalisés, et donc que les partenariats inter-États conféraient des responsabilités à toutes les parties impliquées. Par ailleurs, il a été constamment rappelé lors des débats, et ce point est souligné dans les conclusions adoptées, qu'il convenait de veiller à ce que les mécanismes existants de surveillance des droits de l'homme soient effectivement utilisés et les doubles emplois évités.

23. Des délégations ont également souligné qu'il était important de se référer à l'article 3 et au paragraphe 1 de l'article 4 de la Déclaration sur le droit au développement portant sur le devoir qu'ont les États de coopérer les uns avec les autres et aussi d'établir des liens entre les objectifs du Millénaire pour le développement et les droits de l'homme et de considérer ces objectifs à la lumière de la Déclaration du Millénaire. Un certain nombre de délégations et le représentant d'une organisation non gouvernementale ont souligné qu'il était important d'augmenter les contributions financières pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement d'ici 2015. Les pays riches en particulier devraient consacrer 0,7 % de leur PIB à l'APD. D'autre part, un certain nombre de délégations ont jugé préoccupant que certaines parties du texte semblent introduire de nouvelles conditionnalités pour les pays en développement et il a été suggéré d'éviter le terme sensible de «conditionnalité». Plusieurs délégations ont pris note des progrès réalisés concernant l'allègement de la dette.

24. D'autres questions, brièvement évoquées par le Groupe de travail, n'ont pas été abordées ou développées par l'équipe spéciale dans son rapport, à savoir la question de la «marge d'action nationale», le rôle des sociétés transnationales par rapport aux droits de l'homme, l'impact des migrations sur la réalisation du droit au développement et la mise au point d'un instrument juridiquement contraignant sur le droit au développement.

B. La voie à suivre

25. Le Groupe de travail a envisagé quatre options pour la poursuite de ses travaux:

a) continuer à mettre l'accent sur l'objectif 8 du Millénaire pour le développement et sur les critères d'évaluation périodique pour que l'équipe spéciale applique les critères adoptés à un certain nombre de partenariats et fasse rapport au Groupe de travail; b) examiner l'objectif 8 de manière plus générale, en mettant l'accent sur d'autres questions sur lesquelles cet objectif porte, évoquées mais non développées par l'équipe spéciale (par exemple l'emploi des jeunes, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement); c) mettre l'accent sur les sujets considérés par l'équipe spéciale comme relevant de l'objectif 8 mais non mentionnés spécifiquement dans celui-ci (par exemple les migrations, le rôle du secteur privé, la gouvernance mondiale et les initiatives régionales); et d) décider de choisir un nouveau sujet sans rapport avec l'objectif 8.

26. Les membres du Groupe de travail ont décidé d'un commun accord de choisir la première option et de poursuivre les travaux sur l'objectif 8 du Millénaire pour le développement. Certaines délégations se sont exprimées en faveur de la quatrième option. Plusieurs délégations ont émis l'avis qu'il serait utile de continuer à explorer l'objectif 8 et que l'application à des partenariats spécifiques des critères retenus pour évaluer les partenariats mondiaux devrait contribuer à leur développement progressif. Plusieurs délégations ont estimé que certaines options pouvaient être combinées, par exemple les options 1 et 2, c'est-à-dire l'application des critères à des partenariats spécifiques combinée à des recherches sur d'autres questions relevant de l'objectif 8. Il a été souligné que les différentes options ne s'excluaient pas l'une l'autre et le Président a dit qu'il s'agissait d'établir des priorités et non de choisir telle ou telle option.

C. Déclaration de la Haut-Commissaire adjointe aux droits de l'homme

27. Dans la déclaration finale qu'elle a prononcée lors de la réunion du Groupe de travail, la Haut-Commissaire adjointe a félicité les membres du Groupe de travail et son Président pour les progrès réalisés à la présente session. Elle a relevé que la session s'était déroulée dans une atmosphère très positive avec la participation constructive d'un grand nombre d'États et institutions. Elle s'est félicitée notamment de ce que le Groupe de travail était parvenu à un accord sur les critères d'évaluation de l'objectif 8 du point de vue du droit au développement. Il s'agissait d'un résultat très concret qui pourrait contribuer à la réalisation du droit au développement. Elle a souligné que le HCDH soutiendrait le Groupe de travail dans ses travaux sur l'application pratique de ces critères et dans tous ses autres efforts axés sur la réalisation du droit au développement.

III. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

28. Sur la base des débats qui se sont déroulés au sein du Groupe de travail, le Président a établi et distribué un projet de conclusions et de recommandations de la septième session du Groupe de travail. Ce projet de texte a ensuite été examiné, négocié et modifié par les délégations. À sa dernière séance, le 13 janvier 2006, le Groupe de travail a adopté, par consensus, les conclusions et recommandations. À propos de la déclaration adoptée lors de la Conférence ministérielle de l'OMC à Hong Kong en décembre 2005, la délégation vénézuélienne a déclaré que le Gouvernement vénézuélien l'avait adoptée avec des réserves. Plusieurs États se sont félicités de la conduite efficace et avisée du Président, de l'esprit de coopération dans lequel la session s'était déroulée et de la grande qualité du soutien apporté par le secrétariat.

29. Le Président a clôturé la session en soulignant que les conclusions et recommandations adoptées par le Groupe de travail marquaient un tournant historique. Le Groupe de travail avait traduit les normes et principes énoncés dans la Déclaration sur le droit au développement en critères concrets axés sur les résultats qui donnaient des points de repère pour l'application pratique du droit au développement. Il a remercié toutes les personnes ayant contribué à cette réalisation.

A. Introduction

30. Le Groupe de travail tient à souligner que le droit au développement, tel qu'il est défini au paragraphe 1 de l'article premier de la Déclaration sur le droit au développement, est «un droit inaliénable de l'homme en vertu duquel toute personne humaine et tous les peuples ont le droit de participer et de contribuer à un développement économique, social, culturel et politique dans lequel tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales puissent être pleinement réalisés, et de bénéficier de ce développement».

31. Le Groupe de travail rappelle que la mise en œuvre du droit au développement nécessite une croissance accompagnée d'égalité, l'être humain étant le sujet central du développement, et qu'une approche de la croissance économique et du développement fondée sur le respect des droits contribue à la réalisation du droit au développement.

32. Le Groupe de travail rappelle qu'il lui semble qu'il est de plus en plus admis que les mesures nationales, régionales et internationales requises pour la mise en œuvre du droit au développement doivent être simultanées. Si l'on ne saurait trop insister sur l'importance de la responsabilité des États dans la mise en œuvre du droit au développement, cela ne diminue en rien l'importance de la coopération internationale pour ce qui est de créer un environnement propice à l'échelle internationale.

33. Le Groupe de travail reconnaît l'importance d'une collaboration future, dans le cadre du Groupe de travail, entre le futur Conseil des droits de l'homme et les organismes, institutions, fonds et programmes des Nations Unies, les institutions multilatérales de financement et de développement et l'Organisation mondiale du commerce, dans le but de tirer parti de leur expérience et de leurs connaissances spécialisées pour définir les mesures concrètes permettant la mise en œuvre du droit au développement, son intégration dans leurs activités et, partant, sa réalisation progressive.

34. Le Groupe de travail se félicite de ce qu'à sa deuxième réunion l'équipe spéciale de haut niveau ait encore insisté sur l'importance du partenariat entre la communauté des droits de l'homme, les institutions financières internationales et d'autres acteurs participants et ait contribué à une meilleure compréhension des éléments constitutifs du droit au développement.

35. Le Groupe de travail a examiné le rapport de l'équipe spéciale de haut niveau sur la mise en œuvre du droit au développement qui constituait une bonne base de discussion et a adopté des conclusions et recommandations concernant l'objectif 8, le partenariat mondial pour le développement et les critères régissant l'évaluation périodique dudit objectif, dans le but d'améliorer l'efficacité des partenariats mondiaux aux fins de la réalisation du droit au développement.

B. Conclusions

36. **Le Groupe de travail reconnaît l'importance de véritables partenariats mondiaux pour la réalisation du droit au développement dans le cadre de l'application du paragraphe 1 de l'article 4 de la Déclaration qui stipule que «les États ont le devoir de prendre, séparément et conjointement, des mesures pour formuler des politiques internationales de développement en vue de faciliter la pleine réalisation du droit au développement». L'objectif 8 du Millénaire pour le développement, qui met l'accent sur la coopération internationale, constitue un cadre compatible avec les responsabilités internationales énoncées dans la Déclaration.**

37. **Ce devoir de coopération internationale est également énoncé dans la Charte des Nations Unies. Il prend la forme d'engagements mutuels qui traduisent le devoir général de coopération internationale en arrangements spécifiques liant les partenaires. De tels arrangements sont définis et conclus à l'issue de négociations véritables qui garantissent le principe de la maîtrise, par les pays, du processus de développement.**

38. **Le Groupe de travail est conscient que les engagements pris concernant le droit au développement au plus haut niveau de gouvernement, et notamment l'engagement, énoncé dans la Déclaration du Millénaire, «de faire du droit au développement une réalité pour tous», ne sont pas toujours pris en compte et suivis d'effets au quotidien lors de l'élaboration de politiques relatives aux partenariats pour le développement. Dans ces circonstances, il n'est pas surprenant que la formulation des objectifs et le suivi des progrès accomplis n'aient pas tenu compte – ou du moins pas assez explicitement – des droits de l'homme et du droit au développement.**

39. **Le Groupe de travail est conscient également qu'il y a des différences et des incohérences entre la mise en œuvre du droit au développement, d'une part, et les pratiques des partenariats pour le développement, d'autre part. C'est la raison pour laquelle il considère que, pour renforcer l'efficacité des partenariats mondiaux concernant la réalisation du droit au développement, il est nécessaire de recenser tous ses aspects qui devraient compléter et guider ces partenariats.**

40. **Le Groupe de travail rappelle les principes qui sous-tendent le droit au développement, à savoir l'égalité, la non-discrimination, la participation, la transparence et la responsabilité, ainsi que la coopération internationale. Il attache en outre une**

importance particulière au principe d'équité, mis en exergue par l'expert indépendant sur le droit au développement dans son cinquième rapport (E/CN.4/2002/WG.18/6), ainsi qu'aux principes de l'état de droit et de la bonne gouvernance, à tous les niveaux, qui sont essentiels pour la réalisation du droit au développement.

41. Le Groupe de travail estime que les États, lorsqu'ils adoptent des accords et prennent des engagements dans les instances internationales, comme dans le contexte de l'OMC, ainsi que dans le cadre de la mise en œuvre de l'objectif 8, restent comptables de la manière dont ils s'acquittent de leurs obligations en matière de droits de l'homme. Il est donc essentiel pour la réalisation du droit au développement de veiller à la cohérence entre les obligations internationales d'un État en matière de droits de l'homme et tous ses engagements multilatéraux et bilatéraux en matière de commerce et de développement. Lorsqu'ils négocient de tels engagements, les gouvernements doivent honorer et faire respecter leurs obligations en matière de droits de l'homme en appliquant une approche cohérente et coordonnée. Le Groupe de travail reconnaît également que les États devraient donner suite à leur volonté exprimée d'intégrer le droit au développement dans les politiques nationales¹, y compris les stratégies de développement, aux niveaux national et international.

42. Le Groupe de travail prend note à nouveau des discussions qui ont eu lieu au sein de la CNUCED au sujet de la notion de marge d'action en matière de politique économique intérieure et demande instamment aux États, dans le cadre de ces discussions, de tenir compte de l'intérêt de cette notion pour la réalisation du droit au développement.

43. Le Groupe de travail reconnaît en outre que l'objectif 8 suppose que des rôles importants soient assumés au plan international non seulement par des pays développés et des pays en développement mais aussi par d'autres entités mondiales concernées, à savoir les institutions financières internationales, les grandes entreprises, les médias et les réseaux d'ONG. De même, les institutions internationales des droits de l'homme concernées, comme les organes conventionnels, les procédures spéciales de la Commission des droits de l'homme et le Haut-Commissaire aux droits de l'homme, ont la responsabilité, dans le cadre de leurs mandats respectifs, de travailler avec les gouvernements et leurs partenaires internationaux des domaines du commerce, de la finance et du développement, afin de veiller à la cohérence entre les mesures prises dans ces domaines et les obligations des États en matière de droits de l'homme en général, notamment en ce qui concerne le droit au développement.

44. En étudiant la question des critères à utiliser pour évaluer l'efficacité des partenariats mondiaux pour le développement concernant la réalisation du droit au développement, le Groupe de travail a estimé que d'autres aspects non mentionnés dans l'objectif 8 (tels que le secteur privé et la gouvernance mondiale) étaient pertinents pour ce qui concernait la réalisation de l'objectif 8.

Aide

45. Le Groupe de travail est conscient que l'aide n'est pas une fin en soi et qu'elle est un instrument nécessaire pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement lorsqu'ils ne peuvent être atteints par des moyens nationaux uniquement. Tout en

reconnaissant qu'il est vital d'augmenter considérablement le volume de l'aide publique au développement (APD), le Groupe de travail met en lumière les points suivants qu'il considère comme étant pertinents pour procéder à une évaluation périodique de l'aide, du point de vue du droit au développement:

a) Veiller à ce que les politiques en matière d'APD soient guidées par des objectifs de promotion des droits de l'homme en général, y compris notamment le droit au développement, et de réduction de la pauvreté;

b) Veiller à ce que l'APD soit conforme aux principes directeurs relatifs à l'efficacité de l'aide applicables tant aux donateurs qu'aux pays partenaires, comme la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, et veiller en particulier à ce que l'APD soit plus prévisible et harmonisée;

c) Définir, formuler et établir la responsabilité et la maîtrise, par chacune des parties, de ses engagements respectifs au sein d'un partenariat et dans le cadre de la bonne gouvernance et du respect des droits de l'homme;

d) Veiller à ce que les États aient la maîtrise de leurs engagements dans le cadre des partenariats pour le développement et que soient mis en œuvre des programmes anticorruption efficaces à tous les niveaux, qui mettent un terme au détournement de l'aide et répondent aux objectifs en matière de développement humain;

e) Veiller à ce que les niveaux nets d'APD soient positifs, quels que soient les besoins en aide d'urgence et en aide aux fins de la sécurité nationale;

f) Faire en sorte qu'un grand nombre de pays développés donnent effectivement suite à leur engagement de consacrer 0,7 % de leur PIB à l'APD d'ici 2015 et rechercher d'autres sources de financement comme le recommande le Consensus de Monterrey.

Commerce

46. Le Groupe de travail se félicite de l'engagement des États, au Sommet mondial de 2005, «en faveur de systèmes monétaires, financiers et commerciaux internationaux bien gérés, équitables et transparents» et de l'importance qu'ils attachent «à ce que le système commercial et le système financier multilatéraux soient ouverts, réglementés, prévisibles et non discriminatoires»². Cet engagement est conforme à l'objectif 8; s'y ajoute «un engagement en faveur d'une bonne gouvernance, du développement et de la lutte contre la pauvreté, au niveau tant national qu'international». Le Groupe de travail reconnaît l'importance de l'équité des échanges. À cet égard, il reconnaît en outre la nécessité d'élargir les perspectives des pays en développement dans l'économie mondiale. Le développement d'un système commercial réglementé, ouvert et non discriminatoire est une étape essentielle pour la mise en œuvre du droit au développement.

47. Le Groupe de travail est convaincu que l'intégration des principes qui sous-tendent le droit au développement, mentionnés au paragraphe 45 ci-dessus, aux relations commerciales contribue à la réalisation des engagements pris lors du Sommet mondial de 2005. À cet égard, il réaffirme l'importance centrale de la dimension développement

dans chacun des aspects du Programme de travail de Doha dans le cadre des négociations de l'OMC et se félicite de ce que tous les États se soient engagés à faire en sorte qu'elle devienne une réalité tangible, en ce qui concerne aussi bien les résultats des négociations sur l'accès aux marchés et l'élaboration de règles que les questions spécifiques liées au développement figurant dans la Déclaration ministérielle adoptée à Hong Kong le 18 décembre 2005.

48. Le Groupe de travail reconnaît qu'il importe que le cycle des négociations commerciales de Doha se termine par un succès pour instaurer un environnement propice à la réalisation du droit au développement. À cet égard, des avancées importantes dans le cadre du cycle de Doha concernant l'agriculture, la propriété intellectuelle et la santé publique, la libéralisation des échanges dans le secteur des services, le traitement spécial et différencié et le renforcement des capacités dans le domaine du commerce contribueraient à rendre le régime commercial mondial plus compatible avec le droit au développement. Les contraintes liées à l'offre qui entravent la capacité des pays en matière de commerce, notamment celles qui concernent les infrastructures, l'éducation et la formation professionnelle, posent des problèmes considérables aux pays en développement, en particulier les moins avancés, et appellent des mesures de soutien axées sur l'aide au commerce.

Dette

49. Comme le Groupe de travail l'a reconnu dans son rapport sur les travaux de sa sixième session (voir E/CN.4/2005/25, par. 54 a)), le poids excessif de la dette constitue un obstacle majeur qui empêche les pays en développement d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement et de s'acquitter des obligations qui leur incombent en vertu du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. À cet égard, le Groupe de travail estime que le service de la dette ne devrait pas avoir d'effets négatifs sur la capacité d'un État à atteindre ces objectifs.

50. Le Groupe de travail estime que la lutte contre la pauvreté ainsi que la promotion et la protection des droits de l'homme devraient être prises en considération dans la recherche de solutions visant à garantir la viabilité de la dette. En outre, les arrangements concernant le service de la dette nationale devraient tenir compte des priorités nationales en matière de développement humain et de lutte contre la pauvreté, conformément aux obligations contractées par l'État dans le domaine des droits de l'homme.

Transfert de technologie

51. Le Groupe de travail considère que la connaissance est un bien public mondial et un instrument clef du développement et que le transfert de technologie dans le cadre de partenariats pour le développement doit se faire dans le respect des droits de chacun de bénéficier des progrès de la science et de ses applications.

52. Il reconnaît aussi que la protection de la propriété intellectuelle devrait servir le but louable de stimuler l'innovation par le biais de la recherche-développement, tout en ayant le moins d'incidences négatives possible sur l'accès individuel ou national à la recherche-développement. En ce qui concerne en particulier les médicaments essentiels,

le Groupe de travail estime que la protection de la propriété intellectuelle ne devrait pas se traduire par un affaiblissement du droit de jouir du meilleur état de santé possible ou la limitation de l'accès aux médicaments essentiels, ainsi que l'a souligné le Comité des droits économiques, sociaux et culturels dans son Observation générale n° 14.

53. Compte tenu de la cible 17 de l'objectif 8, qui porte sur la nécessité de rendre les médicaments essentiels disponibles et abordables dans les pays en développement, en coopération avec l'industrie pharmaceutique, le Groupe de travail souligne l'importance de la Déclaration ministérielle de Doha sur l'Accord sur les ADPIC et la santé publique. Il se félicite par ailleurs de la décision prise en décembre 2005 de rendre permanente la décision de l'OMC de 2003 qui autorise l'exportation de produits pharmaceutiques sous licence obligatoire pour faire face aux problèmes de santé publique d'un grand nombre de pays en développement et de pays parmi les moins avancés, en particulier ceux qu'entraînent le VIH/sida, le paludisme, la tuberculose et d'autres épidémies. Le Groupe de travail appuie d'autres décisions de l'OMC visant à proroger la période de transition pour les pays les moins avancés concernant la protection des marques, droits d'auteur, brevets et autres titres de propriété intellectuelle en vertu des ADPIC.

54. Le Groupe de travail souligne que les accords commerciaux, bilatéraux ou régionaux devraient être en harmonie avec les ADPIC et d'autres accords de l'OMC et ne pas empêcher les États de faire usage des flexibilités et des garanties prévues par ceux-ci. À cet égard, le Groupe de travail prend acte de l'Observation générale n° 17 (2005) du Comité des droits économiques, sociaux et culturels concernant le droit de chacun de bénéficier de la protection des intérêts moraux et matériels découlant de toute production scientifique, littéraire ou artistique dont il est l'auteur (par. 1 c)) de l'article 15 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et estime qu'il faudrait approfondir la réflexion sur les liens complexes qui relient la propriété intellectuelle et les droits de l'homme en vue de définir des critères pour l'évaluation périodique de cet aspect de l'objectif 8.

55. Outre les domaines explicitement mentionnés dans l'objectif 8, le Groupe de travail considère que les domaines ci-après sont pertinents, pour ce qui concerne les partenariats pour le développement, aux fins de la réalisation effective du droit au développement, et que les critères pour l'évaluation périodique de l'objectif 8 devraient s'y appliquer.

Rôle du secteur privé

Sociétés transnationales et responsabilité des entreprises

56. Le Groupe de travail est conscient que les activités des sociétés transnationales et d'autres entreprises peuvent avoir des effets positifs sur les efforts de développement des pays hôtes. Elles peuvent contribuer à la réalisation des droits de l'homme, notamment en favorisant l'investissement, la création d'emplois, les transferts de technologie et l'instauration de conditions de travail justes et équitables, et en stimulant la croissance économique et le développement des communautés. Cela étant, les pratiques de certaines sociétés transnationales peuvent avoir des répercussions négatives sur la jouissance des droits de l'homme et entraîner une détérioration des normes sociales, économiques et environnementales de base. Les sociétés transnationales devraient fonctionner d'une

manière qui soit conforme aux obligations nationales et internationales des pays d'accueil et des pays d'origine en matière de droits de l'homme. Le Groupe de travail estime donc qu'il conviendrait d'envisager d'élaborer des critères d'évaluation périodique des effets des activités des sociétés transnationales. Ces critères peuvent être un moyen de garantir qu'elles respectent la législation et les règlements relatifs aux droits de l'homme et qu'elles les appliquent effectivement, étant donné le degré d'influence exercé par un grand nombre d'entre elles.

57. Le Groupe de travail salue les efforts qui ont été faits récemment pour intégrer les normes relatives aux droits de l'homme dans les pratiques des entreprises locales ou étrangères, notamment ceux qui ont abouti à l'élaboration de codes de conduite volontaires, le Pacte mondial et le projet de normes sur la responsabilité en matière de droits de l'homme des sociétés transnationales et autres entreprises (E/CN.4/Sub.2/2003/12/Rev.1)³. Le Groupe de travail note en particulier que la Société financière internationale (SFI) veille de plus en plus à ce que ses propres politiques comme les conseils qu'elle fournit à ses clients du secteur privé tiennent compte de tous les droits de l'homme et les respectent, les aident à élaborer des outils et leur donnent des indications pratiques sur la façon d'évaluer les risques en matière de droits de l'homme.

58. Il conviendra de suivre les progrès à tous les niveaux en s'appuyant sur des critères d'évaluation de la responsabilité des entreprises, à élaborer dans une perspective fondée sur les droits de l'homme. Le Groupe de travail estime que de tels critères pourraient être mis au point par les procédures des Nations Unies actives dans le domaine des droits de l'homme, en particulier le Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises, en tenant compte des points de vue de toutes les parties prenantes.

Investissement étranger direct

59. Le droit au développement implique que l'investissement étranger direct contribue au développement local et national de manière responsable, c'est-à-dire d'une manière qui favorise le développement social, protège l'environnement et respecte l'état de droit et les obligations fiscales du pays hôte. Les principes qui sous-tendent le droit au développement, mentionnés ci-dessus, impliquent en outre que toutes les parties concernées, c'est-à-dire les investisseurs et les pays bénéficiaires, ont la responsabilité de faire en sorte que les considérations de profit ne fassent pas oublier les droits de l'homme. L'impact de l'investissement étranger direct devrait donc être pris en compte lorsque l'on évalue la réalisation de l'objectif 8 sous l'angle du droit au développement.

Gouvernance mondiale

60. En ce qui concerne les asymétries institutionnelles de la gouvernance mondiale, le Groupe de travail estime qu'il y a au moins deux types de problème largement reconnus qui devraient être pris en compte dans l'évaluation périodique de la réalisation de l'objectif 8. Le premier concerne les déséquilibres de plus en plus marqués des systèmes monétaires et financiers qui rendent l'économie mondiale vulnérable à des chocs qu'aucun pays ne peut maîtriser à lui seul. Le deuxième concerne les déséquilibres dans la prise de décisions et l'élaboration des normes dans le domaine des finances et du commerce

international. Les structures de vote de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international favorisent largement les pays développés, compte tenu de leur puissance économique relative.

Migrations

61. Le Groupe de travail reconnaît qu'il existe un lien important entre les migrations internationales et le développement, qui relève de l'objectif 8, et qu'il convient d'examiner les problèmes et les possibilités que les migrations représentent pour les pays d'origine, de destination et de transit. Le Groupe de travail reconnaît que les migrations internationales exigent une approche globale et cohérente fondée sur le partage des responsabilités, qui prenne en compte à la fois et simultanément les causes fondamentales et les conséquences des migrations. Il reconnaît en outre que les migrations internationales présentent des avantages pour la communauté mondiale mais sont également source de problèmes. Il attend avec intérêt le dialogue de haut niveau sur les migrations internationales et le développement qui doit avoir lieu à l'Assemblée générale en 2006 et qui sera l'occasion d'étudier les aspects multidimensionnels des migrations internationales et du développement. En recherchant les moyens de maximiser leurs avantages du point de vue du développement et de minimiser leurs effets négatifs, le Groupe de travail réaffirme qu'il importe de veiller à garantir le respect et la protection des droits de l'homme des migrants, des travailleurs migrants et des membres de leur famille.

Initiatives régionales

62. Le Groupe de travail attache une importance particulière aux initiatives régionales visant à suivre la réalisation des droits de l'homme, y compris le droit au développement. Il souligne la valeur potentielle de ces partenariats, véritables pactes pour le développement, qui permettent l'institutionnalisation d'un processus participatif ouvert et transparent, favorisant la mise en œuvre du droit au développement.

63. Le Groupe de travail souligne qu'il importe de donner suite à l'engagement pris par la communauté internationale de répondre aux besoins particuliers de l'Afrique, tel qu'il est énoncé notamment dans le document final du Sommet mondial de 2005 (par. 65). Il estime que le Mécanisme d'évaluation intra-africaine du NEPAD pourrait être un bon mécanisme pour rendre compte des progrès accomplis dans le domaine de la réalisation de l'objectif 8, en vue de mettre en œuvre le droit au développement. Néanmoins, pour tirer parti de tout le potentiel du Mécanisme en matière de droit au développement, les États devront intégrer dans leurs programmes d'action nationaux adoptés dans le cadre du Mécanisme, des critères explicites plus proches des principes du droit au développement et portant sur le renforcement des capacités, l'allocation des ressources, le suivi et l'évaluation. Il reconnaît en outre l'importance de l'examen mutuel de l'efficacité du développement OCDE/CEA à cet égard.

64. Le Groupe de travail reconnaît en outre le travail accompli par le Forum du Partenariat pour l'Afrique et note qu'il importe de lier les critères d'évaluation des progrès et des résultats aux engagements du Plan d'action pour l'Afrique du G-8, adopté au Sommet de Kananaskis (Canada) et appuyé par la Charte africaine sur les droits de l'homme et des peuples et d'autres instruments régionaux. Il estime également que

l'article 22 de la Charte africaine, seul instrument juridiquement contraignant sur le droit au développement, pourrait aider les pays d'Afrique à évaluer périodiquement la réalisation du droit au développement dans le contexte africain. Dans d'autres régions, un véritable processus d'évaluation collégial, permettant d'évaluer la part des droits de l'homme dans le processus de développement, contribuerait de manière significative à l'évaluation périodique du droit au développement.

65. Le Groupe de travail se félicite en outre de l'adoption récente, dans le cadre du Sommet ibéro-américain, de la Déclaration de Salamanque et de son communiqué spécial sur la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, éléments qui contribuent à un partenariat stratégique pour la lutte contre la pauvreté et la mise en œuvre du droit au développement.

C. Recommandations

66. En formulant ses recommandations, le Groupe de travail tient à souligner qu'elles sont fondées sur les nombreuses recommandations qu'il a déjà faites concernant les mesures favorables à la réalisation du droit au développement, en particulier à ses cinquième et sixième sessions. Les recommandations ci-après portent sur les mesures spécifiques que devraient prendre les acteurs du développement et les autres entités concernées qui participent déjà à l'évaluation périodique de la réalisation des objectifs du Millénaire. En proposant ces mesures, le Groupe de travail espère éviter la création de nouvelles entités de suivi et de présentation de rapports.

Critères d'évaluation des partenariats mondiaux du point de vue du droit au développement

67. Le Groupe de travail recommande d'appliquer les critères suivants à l'évaluation périodique des partenariats mondiaux définis dans l'objectif 8 pour la réalisation du droit au développement:

a) Mesure dans laquelle le partenariat contribue à créer un environnement et favorise un processus dans lequel tous les droits de l'homme sont réalisés;

b) Mesure dans laquelle le partenariat respecte le droit de chaque État de déterminer ses propres politiques de développement, conformément à ses obligations internationales;

c) Mesure dans laquelle les partenariats pour le développement promeuvent l'intégration par toutes les parties intéressées de tous les droits de l'homme, et en particulier le droit au développement, dans leurs stratégies de développement nationales et internationales et mesure dans laquelle les pays partenaires reçoivent l'appui de donateurs internationaux et d'autres acteurs du développement pour ces efforts;

d) Mesure dans laquelle les politiques que poursuit un partenariat garantissent l'amélioration constante du bien-être de la population dans son ensemble et de tous les individus, sur la base de leur participation active, libre et utile au développement et à la

répartition équitable des avantages qui en résultent, comme énoncé au paragraphe 3 de l'article 2 de la Déclaration sur le droit au développement;

e) Mesure dans laquelle le partenariat valorise et promeut la bonne gouvernance, la démocratie et l'état de droit aux niveaux national et international;

f) Mesure dans laquelle le partenariat valorise et promeut l'égalité des sexes et les droits de la femme;

g) Mesure dans laquelle le partenariat suit une approche du développement fondée sur les droits de l'homme et promeut les principes de l'égalité, de la non-discrimination, de la participation, de la transparence et de la responsabilité;

h) Mesure dans laquelle les priorités fixées par le partenariat correspondent aux préoccupations et aux besoins des secteurs les plus vulnérables et marginalisés de la population et prévoient des mesures positives en leur faveur;

i) Mesure dans laquelle le partenariat procède à des études d'impact sur les droits de l'homme et répond aux besoins en matière de systèmes de protection sociale;

j) Mesure dans laquelle le partenariat reconnaît les responsabilités mutuelles et réciproques des partenaires, sur la base d'une évaluation de leurs capacités et de leurs limites;

k) Mesure dans laquelle le partenariat comprend des mécanismes institutionnalisés de responsabilité et d'évaluation mutuels équitables;

l) Mesure dans laquelle le partenariat garantit la diffusion d'informations pertinentes au grand public afin que celui-ci puisse exercer une surveillance sur ses méthodes de travail et ses résultats;

m) Mesure dans laquelle le partenariat permet la participation concrète des populations concernées à l'élaboration, l'application et l'évaluation des politiques, programmes et projets pertinents;

n) Mesure dans laquelle, en appliquant les critères ci-dessus, des données statistiques et des données empiriques sont utilisées et, en particulier, mesure dans laquelle les données sont correctement ventilées, mises à jour régulièrement et présentées de manière impartiale et dans les délais requis;

o) Mesure dans laquelle le partenariat contribue à un processus de développement durable et équitable, qui garantisse à tous des perspectives allant croissant.

68. Les critères énoncés précédemment doivent essentiellement être appliqués par les parties à un partenariat. Ils devraient être appliqués de manière continue à des fins de cohérence et de transparence. Le Groupe de travail reconnaît en outre que des critères supplémentaires devraient être élaborés pour des questions propres à des partenariats ou à leur mode de fonctionnement.

69. Des recommandations supplémentaires sont formulées à l'intention des acteurs ci-après, qui ont la responsabilité de suivre certains aspects des partenariats mondiaux présentant un intérêt particulier en ce qui concerne la promotion du droit au développement.

Parlements, institutions nationales et société civile

70. Le Groupe de travail encourage les États à renforcer leurs mécanismes parlementaires et leurs organes législatifs nationaux ainsi que les organisations de la société civile et les institutions nationales des droits de l'homme, afin qu'ils jouent un rôle plus important dans l'évaluation de l'objectif 8 du point de vue du droit au développement, en s'appuyant, le cas échéant, sur les critères énoncés ci-dessus.

États

71. Afin de renforcer la capacité de tous les pays en développement de recueillir, analyser et interpréter les informations statistiques pertinentes et d'utiliser les résultats pour l'amélioration des politiques, le Groupe de travail réaffirme la conclusion qu'il a formulée à sa sixième session (voir E/CN.4/2005/25, par. 53 et 54 e)) et encourage vivement les partenaires du développement à fournir la formation nécessaire et autres facilités à cette fin.

72. Le Groupe de travail propose que, dans tous les rapports de pays sur les objectifs du Millénaire pour le développement, des informations soient données sur l'objectif 8 du point de vue du droit au développement, compte tenu des critères ci-dessus.

Mécanisme de suivi des activités des STN

73. Les pays d'accueil, les pays d'origine, les ONG, la SFI, le Représentant spécial du Secrétaire général et les autres entités qui surveillent les effets des activités des STN sur les partenariats mondiaux dans le domaine du développement devraient veiller à la cohérence des politiques, ainsi qu'il est mentionné plus haut. Le Groupe de travail recommande que l'évaluation périodique des activités des STN, par ceux qui sont déjà engagés dans le suivi de ce type d'activité, inclue une composante droits de l'homme et que les critères ci-dessus soient appliqués, le cas échéant.

Organismes, fonds et programmes des Nations Unies

74. Le Groupe de travail recommande que les organismes, fonds et programmes des Nations Unies qui interviennent dans le domaine du développement, dans leurs activités de soutien aux stratégies nationales pour le développement visant à réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement et dans le cadre de leurs mandats respectifs et du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, accordent autant d'attention à l'objectif 8 du point de vue du droit au développement qu'aux autres objectifs, en particulier en ce qui concerne l'élaboration des rapports de pays sur les objectifs du Millénaire pour le développement, compte dûment tenu des critères énoncés ci-dessus.

Institutions financières internationales

75. Le Groupe de travail encourage les institutions financières internationales à appliquer les critères ci-dessus dans le cadre de leurs partenariats. Il réaffirme l'engagement pris concernant la nécessité d'élargir et de renforcer la participation des pays en développement et des pays en transition à la prise de décisions économiques et à l'établissement de normes au niveau international, et souligne, à cette fin, l'importance de poursuivre les efforts pour réformer l'architecture financière internationale. À cet égard, le Groupe de travail fait observer que ces efforts pourraient également contribuer à la réalisation de l'objectif 8, du point de vue du droit au développement.

Activités futures du Groupe de travail

76. Le Groupe de travail recommande à la Commission des droits de l'homme d'envisager de renouveler le mandat du Groupe de travail pour un an.

77. Il recommande que le mandat de l'équipe spéciale de haut niveau soit renouvelé pour un an, pour lui permettre d'appliquer les critères énoncés au paragraphe 38 ci-dessus, à titre expérimental, à certains partenariats, pour observer les effets de leur application et les développer progressivement et ainsi contribuer à l'intégration du droit au développement dans les politiques et les activités opérationnelles des acteurs concernés aux niveaux national, régional et international, y compris les institutions multilatérales dans les domaines de la finance, du commerce et du développement.

78. Le Groupe de travail a également envisagé les possibilités d'action future ci-après:

a) Continuer à examiner l'objectif 8 car toutes les questions qu'il englobe n'ont pas été examinées, en mettant l'accent sur celles qui ont été mentionnées mais non examinées de manière approfondie par l'équipe spéciale (par exemple l'emploi des jeunes ou les pays en développement sans littoral et insulaires);

b) Se concentrer sur des questions définies par l'équipe spéciale comme relevant de l'objectif 8 mais non énumérées parmi les questions relevant de cet objectif (par exemple, les migrations, le rôle du secteur privé, la gouvernance mondiale et les initiatives régionales);

c) Choisir un nouveau sujet ne relevant pas de l'objectif 8.

79. Conformément au paragraphe 55 des conclusions adoptées à sa sixième session sur les questions à examiner à l'avenir et compte tenu de la nécessité de conserver le caractère ciblé de son approche sans perdre en exhaustivité, le Groupe de travail décide de revenir sur ces options après avoir examiné le prochain rapport de l'équipe spéciale. Avec à l'esprit les mêmes notions de focalisation et d'exhaustivité, le Groupe de travail rappelle les questions qui ont été énumérées dans ledit paragraphe. Il demande à nouveau aux États intéressés de fournir, en temps utile, des informations pertinentes concernant l'intérêt de ces questions du point de vue du droit au développement.

80. Le Groupe de travail décide d'examiner le projet de recueil de partenariats en matière de coopération pour le développement et les autres arrangements multilatéraux et

bilatéraux qui contribuent à la mise en œuvre du droit au développement et de recenser les éléments communs et les meilleures pratiques qui s'en dégagent à sa prochaine session, compte tenu du prochain rapport de l'équipe spéciale de haut niveau, n'ayant pas eu le temps de le faire à la présente session.

Annexe I

ORDRE DU JOUR

1. Ouverture de la session.
2. Élection du président-rapporteur.
3. Adoption de l'ordre du jour, du calendrier et du programme de travail.
4. Examen des progrès réalisés dans la promotion et la mise en œuvre du droit au développement:
 - a) Examen du rapport de l'équipe spéciale de haut niveau sur la mise en œuvre du droit au développement;
 - b) Examen du rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme;
 - c) Examen de la voie à suivre.
5. Adoption des conclusions et recommandations.
6. Adoption du rapport.

Annexe II

LISTE DES DOCUMENTS

<u>Cote</u>	<u>Titre</u>
E/CN.4/2006/WG.18/1	Ordre du jour provisoire
E/CN.4/2005/WG.18/TF/3	Rapport de l'équipe spéciale de haut niveau sur la mise en œuvre du droit au développement (Genève, 14-18 novembre 2005)
E/CN.4/2006/24	Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme

Notes

¹ Résolution 60/1 de l'Assemblée générale, document final du Sommet mondial de 2005, par. 126.

² Ibid., par. 36.

³ La SFI, membre du groupe de la Banque mondiale, offre des financements et des conseils concernant des opérations et des projets entrepris par le secteur privé en partenariat avec des pays en développement.
